

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 497

[C — 2011/29058]

**23 DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation de la convention d'intégration du site de Mons de l'Institut supérieur d'Architecture intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture à l'Université de Mons, y compris le cadre d'extinction des membres du personnel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université, notamment les articles 46 et 49;

Vu la négociation avec les délégations syndicales qui s'est tenue le 15 juin 2010;

Vu la convention IESA - UMONS telle que conclue le 18 juin 2010;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

**Article unique.** La convention conclue entre l'Université de Mons et l'Intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture relative à l'intégration du site de Mons de l'Institut supérieur d'Architecture intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture à l'Université de Mons, en ce compris les annexes 1<sup>re</sup> à 7, est approuvée.

Bruxelles, le 23 décembre 2010.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 497

[C — 2011/29058]

**23 DECEMBER 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de integratieovereenkomst van de site van Bergen van het « Institut supérieur d'Architecture intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture » bij de « Université de Mons » met inbegrip van de uitdovende personeelsformatie van de personeelsleden**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit, inzonderheid op de artikelen 46 en 49;

Gelet op de onderhandelingen met de vakverenigingen die plaatsgenomen hebben op 15 juni 2010;

Gelet op de overeenkomst IESA - UMONS zoals gesloten op 18 juni 2010;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Enig artikel.** De overeenkomst gesloten tussen de « Université de Mons » en de « Intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture » betreffende de integratie van de site van Bergen van het « Institut supérieur d'Architecture intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture » bij de « Université de Mons », met inbegrip van de bijlagen 1 tot 7, wordt goedgekeurd.

Brussel, 23 december 2010.

De Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 498

[C — 2011/29063]

**23 DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;Vu la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération du 27 mars 2009 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « S.F.M.Q. »;

Vu le décret du 30 avril 2009 portant assentiment à l'accord de coopération conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « SFMQ »;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 et notamment l'article 140;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 mai 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique,

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 48.869/2, rendu le 26 novembre 2010 sur base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur la Conseil d'Etat du 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par « SFMQ » : Service francophone des Métiers et des Qualifications qui est un Service à gestion séparée situé auprès de la Communauté française avec possibilité de recettes provenant d'autres niveaux de pouvoir.

*Section I<sup>re</sup>. — Du budget*

**Art. 2.** Le budget du SFMQ reprend l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses. Il est établi annuellement. L'année budgétaire, ci-après dénommée « exercice » commence le 1<sup>er</sup> janvier et prend fin le 31 décembre de la même année.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le budget du SFMQ distingue les recettes suivantes :

1° la dotation des parties prenantes à l'accord de coopération du 27 mars 2009 qui peut être réalisée par la mise à disposition de locaux, de personnel et de matériels et qui se répartit à concurrence de 45 % pour la Communauté française, 40 % pour la Région wallonne, 15 % pour la Commission communautaire française;

2° les fonds attribués au SFMQ par le Fonds social européen ou différents programmes européens pour la mise en œuvre d'actions particulières;

3° le produit de services rendus à des tiers.

§ 2. Le budget du SFMQ ventile les dépenses en :

1° frais de personnel;

2° frais de fonctionnement;

3° frais d'acquisitions;

4° frais divers.

**Art. 4.** Le budget du SFMQ est divisé en trois parties :

a) les opérations courantes;

b) les opérations en capital;

c) les opérations pour ordre.

Les opérations sont ventilées conformément à la classification économique.

La distinction recettes-dépenses se fait au sein de chaque partie.

**Art. 5.** Dès le début d'un exercice, les moyens financiers disponibles à l'expiration de l'exercice précédent peuvent être utilisés.

**Art. 6.** Les reports des moyens visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, sont autorisés.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La Chambre de Concertation et d'Agrément fait rédiger annuellement par la cellule exécutive, une note d'orientation stratégique contenant une proposition de budget.

§ 2. La Chambre de Concertation et d'Agrément soumet le projet de budget. Le projet de budget est transmis aux parties à l'accord de coopération au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'exercice.

§ 3. L'approbation du budget du SFMQ est acquise sur base de l'approbation de la note stratégique approuvée au plus tard le 15 octobre de l'année en cours par les gouvernements.

§ 4. Le budget du SFMQ est inséré dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française et est inscrit au titre VI du tableau de ce décret.

§ 5. Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'exercice, le SFMQ peut travailler sur la base de douzièmes provisionnels.

*Section II. — De la comptabilité et de la reddition de comptes*

**Art. 8.** Les pièces justificatives sont conservées sur place.

**Art. 9.** A la fin de chaque exercice, il sera dressé, conformément aux chapitres V et VI des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 :

a) un relevé de la situation active et passive du SFMQ;

b) un compte d'exécution du budget;

c) un compte de variation du patrimoine accompagné d'un inventaire du patrimoine;

d) un compte de trésorerie établissant la concordance entre le résultat budgétaire et le résultat de trésorerie.

Au plus tard le 15 avril suivant l'année à laquelle ils se rapportent, ces comptes sont joints au rapport annuel du SFMQ et sont transmis aux parties à l'accord qui l'approuvent.

Au plus tard le 15 avril suivant l'année à laquelle ils se rapportent, ces comptes sont transmis au Ministre des Finances, qui les soumettra à la Cour des comptes avant le 30 avril de la même année.

**Art. 10.** Les comptes visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, sont joints aux comptes d'exécution de la Communauté française.

*Section III. — De la gestion comptable et financière*

**Art. 11.** Le montant des dépenses ne peut dépasser le montant des recettes du SFMQ.

**Art. 12.** Le budget du SFMQ est géré par le directeur exécutif de la cellule exécutive. Dans cette fonction, il respecte les règles fixées par les chapitres II, III et IV des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, régissant l'engagement des dépenses. Il tient à cette fin une comptabilité des engagements.

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** Le directeur exécutif a la qualité d'ordonnateur. Il peut engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au budget du SFMQ.

§ 2. La Chambre de Concertation et d'Agrément est également compétente pour prendre toute décision relative à la perception des recettes et revenus.

**Art. 14.** Un comptable justiciable devant la Cour des comptes et chargé de la garde des fonds et des valeurs du SFMQ est désigné pour le SFMQ.

**Art. 15.** Moyennant l'accord préalable de la Chambre de Concertation et d'Agrément, le directeur exécutif est autorisé à ouvrir un compte bancaire auprès du caissier de la Communauté française.

**Art. 16.** Les dépenses du SFMQ sont liquidées et payées sans l'intervention préalable de la Cour des comptes. La Cour peut contrôler la comptabilité sur place et se faire fournir en tout temps tout document justificatif, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes, aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

*Section IV. — Des marchés publics*

**Art. 17.** Sans préjudice des règles établies en matière de contrôle des dépenses, en particulier l'article 46 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, la Chambre de Concertation et d'Agrément a délégation pour le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, et pour l'attribution de marchés publics dont les montants ne peuvent dépasser les sommes suivantes (exprimées en euros et hors T.V.A.) :

Marché	Adjudication publique Appel d'offres général	Adjudication restreinte Appel d'offres restreint	Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	620.000	375.000	375.000	125.000
Fournitures	375.000	250.000	250.000	75.000
Services	125.000	62.000	62.000	31.000

La Chambre de Concertation et d'Agrément est compétente pour prendre toute décision en matière d'exécution de marchés publics. Pour les décisions ayant une incidence financière, La Chambre de Concertation et d'Agrément ne peut agir que dans le cadre du marché et pour autant que l'incidence financière maximale ne dépasse pas 15 % du montant d'attribution du marché.

*Section V. — Dispositions transitoires*

**Art. 18.** L'année budgétaire 2010, commence le 1<sup>er</sup> juin et prend fin le 31 décembre 2010.

**Art. 19.** Le cadre budgétaire 2010 est déterminé conjointement par les Gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et par le Collège de la Commission Communautaire française.

**Art. 20.** En dérogation à l'article 7, § 2, le projet de budget 2011 sera transmis aux parties à l'accord de coopération pour le 15 septembre 2010.

*Section VI. — Entrée en vigueur*

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2010.

**Art. 22.** Le Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 décembre 2010.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 498

[C — 2011/29063]

**23 DECEMBER 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de « Service francophone des Métiers et des Qualifications » (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009 gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de « Service francophone des Métiers et des Qualifications » (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties), afgekort « SFMQ »;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de « Service francophone des Métiers et des Qualifications », afgekort « SFMQ »;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 mei 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 mei 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 48.869/2, uitgebracht op 26 november 2010, op grond van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt onder « SFMQ » verstaan : de « Service francophone des Métiers et des Qualifications » (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties), die een dienst met afzonderlijk beheer is, ressorterend onder de Franse Gemeenschap, met mogelijke ontvangsten uit andere overheden.

#### *Afdeling I. — Begroting*

**Art. 2.** De begroting van de « SFMQ » dekt het geheel van zijn ontvangsten en uitgaven. Ze wordt jaarlijks opgemaakt. Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

**Art. 3.** § 1. De begroting van de « SFMQ » omvat de volgende ontvangsten :

1° de dotatie van de partijen bij het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009, die gerealiseerd kan worden door de terbeschikkingstelling van lokalen, personeel en materieel, en die verdeeld wordt in verhouding tot 45 % voor de Franse Gemeenschap, 40 % voor het Waalse Gewest, 15 % voor de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de geldmiddelen die aan de « SFMQ » worden toegekend door het Europees Sociaal Fonds of verschillende Europese programma's voor de verwezenlijking van bijzondere acties;

3° de opbrengst van diensten aan derden.

§ 2. De begroting van de « SFMQ » omvat de uitgaven in verband met :

1° de personeelskosten;

2° de werkingskosten;

3° de aanschaffingskosten;

4° verschillende kosten.

**Art. 4.** De begroting van de « SFMQ » wordt onderverdeeld in drie delen :

a) gewone verrichtingen;

b) vermogensverrichtingen;

c) verrichtingen voor orde.

De verrichtingen worden verdeeld overeenkomstig de economische classificatie.

Het onderscheid ontvangsten-uitgaven bestaat binnen elk deel.

**Art. 5.** Bij het begin van een begrotingsjaar kunnen de financiële middelen die op het einde van het vorige begrotingsjaar beschikbaar zijn, worden aangewend.

**Art. 6.** De overdrachten van de middelen bedoeld in artikel 3, § 1, 1° worden toegestaan.

**Art. 7.** § 1. De Overleg- en Erkenningsraad laat jaarlijks door de uitvoerende cel een strategische oriëntatienota opstellen die een begrotingsvoorstel omvat.

§ 2. De Overleg- en Erkenningsraad legt het begrotingsvoorstel voor. Het begrotingsvoorstel wordt de partijen bij het samenwerkingsakkoord uiterlijk op 30 juni van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat, overgezonden.

§ 3. De begroting van de « SFMQ » wordt goedgekeurd op grond van de goedkeuring van de strategische nota die uiterlijk op 15 oktober van het lopende jaar door de Regeringen wordt goedgekeurd.

§ 4. De begroting van de « SFMQ » wordt ingevoegd in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en wordt opgenomen in titel VI van de tabel van dat decreet.

§ 5. Indien de goedkeuring niet vóór het begin van het begrotingsjaar geschiedt, kan de « SFMQ » werken op grond van provisionele twaalfden.

*Afdeling II. — Comptabiliteit en aflegging van de rekeningen*

**Art. 8.** De verantwoordingstukken worden ter plaatse bewaard.

**Art. 9.** Op het einde van elk begrotingsjaar worden, overeenkomstig de hoofdstukken V en VI van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, de volgende akten opgemaakt :

- a) een staat van de activa en de passiva van de « SFMQ »;
- b) een rekening van uitvoering van de begroting;
- c) een rekening van de vermogenswijzigingen, samen met een inventaris van het vermogen
- d) een thesaurierekening waarbij de overeenstemming tussen het begrotingsresultaat en het thesaurieresultaat wordt gevestigd.

Uiterlijk op 15 april volgend op het jaar waarop ze betrekking hebben, worden die rekeningen gevoegd bij het jaarverslag van de « SFMQ » en worden ze overgezonden aan de partijen bij het akkoord, die het goedkeuren.

Uiterlijk op 15 april volgend op het jaar waarop ze betrekking hebben, worden die rekeningen overgezonden aan de Minister van Financiën, die deze aan het Rekenhof vóór 30 april van hetzelfde jaar zal voorleggen.

**Art. 10.** De in artikel 9, eerste lid bedoelde rekeningen worden gevoegd bij de rekeningen van uitvoering van de Franse Gemeenschap.

*Afdeling III. — Boekhoudkundig en financieel beheer*

**Art. 11.** Het bedrag van de uitgaven kan het bedrag van de ontvangsten van de « SFMQ » niet overschrijden.

**Art. 12.** De begroting van de « SFMQ » wordt beheerd door de uitvoerend directeur van de uitvoerende cel. In dat ambt leeft hij de regels na die worden vastgesteld door de hoofdstukken II, III en IV van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, waarbij het vastleggen van de uitgaven wordt geregeld. Daartoe voert hij de boekhouding van de vastleggingen.

**Art. 13. § 1.** De uitvoerend directeur heeft de hoedanigheid van ordonnancerende persoon. Hij kan elke uitgave die op de begroting van de « SFMQ » aan te rekenen is, vastleggen, goedkeuren en ordonnanceren.

§ 2. De Overleg- en Erkenningsraad is ook bevoegd om elke beslissing betreffende de invordering van de ontvangsten en inkomsten te nemen.

**Art. 14.** Een tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige die belast wordt met de bewaring van de gelden en de waarden van de « SFMQ » wordt aangesteld voor de « SFMQ ».

**Art. 15.** Mits voorafgaande toestemming van de Overleg- en Erkenningsraad, wordt de uitvoerend directeur ertoe gemachtigd een bankrekening bij de kassier van de Franse Gemeenschap te openen.

**Art. 16.** De uitgaven van de « SFMQ » worden vereffend en uitbetaald zonder voorafgaand optreden van het Rekenhof. Het Hof kan de comptabiliteit ter plaatse controleren en zich te allen tijde elk verantwoordingsstuk, alle staten, inlichtingen en ophelderingen betreffende de ontvangsten, de uitgaven, het tegoed en de schulden laten geworden.

*Afdeling IV. — Overheidsopdrachten*

**Art. 17.** Onverminderd de regels in verband met de controle op de uitgaven, inzonderheid artikel 46 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, heeft de Overleg- en Erkenningsraad delegatie voor de wijze van gunning, met inbegrip van de aankondiging van de opdracht, en voor de toewijzing van de overheidsopdracht waarvan de bedragen de volgende bedragen niet kunnen overschrijden (uitgedrukt in euro, btw niet inbegrepen) :

Opdracht	Openbare aanbesteding Algemene offerteaanvraag	Bepaalde aanbesteding Bepaalde offerteaanvraag	Onderhandelingsprocedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	620.000	375.000	375.000	125.000
Leveringen	375.000	250.000	250.000	75.000
Diensten	125.000	62.000	62.000	31.000

De Overleg- en Erkenningsraad is bevoegd om elke beslissing te nemen voor de uitvoering van overheidsopdrachten. Voor de beslissingen met een financiële weerslag, kan de Overleg- en Erkenningsraad alleen in het kader van de opdracht handelen en voor zover de maximale financiële weerslag met niet meer dan 15 % het toekenningsbedrag van de opdracht overschrijdt.

*Afdeling V. — Overgangsbepaling*

**Art. 18.** Het begrotingsjaar 2010 begint op 1 juni en eindigt op 31 december 2010.

**Art. 19.** Het begrotingskader 2010 wordt gezamenlijk bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 20.** In afwijking van artikel 7, § 2, wordt het ontwerp van begroting 2011 aan de partijen bij het samenwerkingsakkoord voor 15 september 2010 meegedeeld.

*Afdeling VI. — Inwerkingtreding*

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2010.

**Art. 22.** De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 december 2010.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET